



Le prochain chef de l'OMC imposera-t-il le programme de Bill Gates et Davos?

L'un des programmes les plus destructeurs de l'histoire sur le plan économique

Par [E. William Engdahl](#)

Mondialisation.ca, 03 décembre 2020

Thème: [Économie](#)
Analyses: [COVID-19](#)

Il est pratiquement certain que le prochain chef de l'influente Organisation mondiale du commerce (OMC) sera une Africaine de naissance. Mais ce n'est pas la raison pour laquelle s'inquiéter de la candidature de Ngozi Okonjo-Iweala, d'origine nigériane. Il s'agit plutôt de savoir qui elle est et à qui elle est actuellement liée, afin qu'elle puisse mettre en œuvre la Grande réinitialisation (The Great Reset), un programme de transformation de l'économie mondiale en cours de réalisation, en utilisant la pandémie de coronavirus comme levier principal. Elle dirige actuellement une organisation créée par l'apparement omniprésent – et non omniscient – Bill Gates et le Forum économique mondial de Davos – tous deux impliqués dans la mise en œuvre du Great Reset – et elle est profondément liée aux principales institutions de la mondialisation et de la finance internationale. Voici ce que chacun devrait savoir sur elle.

Ngozi Okonjo-Iweala vient d'obtenir le soutien unanime des 55 nations de l'Union africaine, en battant un candidat égyptien. Au moment où nous écrivons ces lignes, elle a un soutien certain face à son adversaire sud-coréen. Le 17 octobre, les 55 pays membres de l'Union africaine ont voté pour soutenir Okonjo-Iweala contre son seul adversaire restant, Yoo Myung-hee de Corée du Sud, l'actuel ministre du commerce. La candidate nigériane affirme également avoir le soutien d'un groupe d'États des Caraïbes et du Pacifique, ce qui porte à 79 le nombre de pays ayant officiellement [soutenu sa candidature](#) sur les 164 États qui composent l'OMC. Il semble que le vote soit conclu.

Qui est Okonjo-Iweala ?

Ngozi Okonjo-Iweala est passée par de hauts postes ministériels au Nigeria, l'un des États les plus corrompus au monde, au 146^e rang à l'index de *Transparency International*, en 2019, sur 180 États évalués. Elle a notamment été ministre des finances dans le gouvernement nigérian à deux reprises, d'abord sous le président Olusegun Obasanjo de 2003 à 2006. Puis, de 2011 à 2015, sous le président Goodluck Jonathan, elle a été nommée ministre des finances et ministre de l'économie. Bien qu'elle n'ait jamais été accusée de corruption, en 2015, près de 20 milliards de dollars ont été découverts « perdus » après un audit des [revenus pétroliers](#) de l'État par *Price, Waterhouse et Coopers*. Elle a également convaincu Goodluck Jonathan de supprimer les subventions sur l'essence, en 2012, ce qui a déclenché des manifestations massives dans les rues car de nombreux Nigériens considèrent que l'essence bon marché est le seul avantage qu'ils tirent de la vaste richesse pétrolière du pays. La réduction de ces subventions est une des mesures classiques

demandées par la Banque mondiale.

En tant que ministre des finances, elle a soutenu les demandes habituelles du FMI et de la Banque mondiale pour la réduction des subventions d'État pour l'essence et la privatisation de l'électricité. Ce n'était pas une surprise, car Okonjo-Iweala a travaillé pour la Banque mondiale à Washington pendant 25 ans. Après que Mme Obasanjo a mis fin à son premier mandat de ministre des finances, elle est revenue à la Banque mondiale pour devenir directrice générale des opérations de 2007 à 2011. À plusieurs reprises, elle a clairement exprimé son ambition de devenir directrice de la Banque mondiale, un poste traditionnellement occupé par un citoyen américain. En effet, elle est allée jusqu'à prendre la nationalité américaine en 2019 lorsque le poste de la Banque mondiale est redevenu vacant, mais en vain.

La Banque mondiale est, avec le FMI, l'un des principaux instruments des Nations unies pour faire avancer le programme économique corporatiste mondialiste. Tout comme le FMI, la Banque mondiale utilise son argent comme une carotte pour imposer des conditions draconiennes aux gouvernements bénéficiaires des pays en développement. Ces conditions, surnommées « *consensus de Washington* », imposent un programme de « *marché libre* » inadapté qui comprend inévitablement des demandes de réduction des budgets publics, de diminution des subventions à l'alimentation et au carburant, pas de protection des taux de change afin d'avoir une monnaie faible, et l'élimination des barrières protectionnistes. Les programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du FMI en Afrique de l'Ouest ont conduit les pays à donner la priorité au paiement de la dette plutôt qu'aux investissements dans les services publics, notamment dans l'éducation, les infrastructures ou les services de santé de base. En bref, il s'agit d'une forme brutale de ce qu'on appelle le néocolonialisme technocratique, bien plus sournois que ce que les Britanniques, les Français ou les Belges ont jamais réussi à faire parce qu'ils utilisent les Africains ou les « *visages* » technocratiques [*les élites compradores*] d'autres pays en développement pour imposer l'austérité draconienne qui force ces pays à s'ouvrir au pillage étranger, généralement par les multinationales.

GAVI et Gates



Okonjo-Iweala a quitté le gouvernement corrompu du président Goodluck Jonathan en 2015 pour devenir présidente de GAVI - l'Alliance pour les vaccins, où elle siège encore aujourd'hui. GAVI signifie Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation. Elle a été fondée en 2000 grâce à une subvention initiale de 750 millions de dollars de la Fondation Bill & Melinda Gates. Gates a été rejoint par la Banque mondiale et

GAVI a fait l'objet d'un accord au *Forum économique mondial* de Davos, le centre mondialiste à l'origine du *Great Reset*. La fondation GAVI affirme avoir dépensé plus de 4 milliards de dollars pour les vaccins. Son principal objectif est de vacciner chaque enfant en Afrique, en Inde et dans le monde en développement. La GAVI déclare sur son site web : « *Dans le cadre de sa mission visant à sauver des vies, à réduire la pauvreté et à protéger le monde contre la menace d'épidémies, Gavi a contribué à la vaccination de plus de 822 millions d'enfants dans les pays les plus pauvres du monde* ».

Le conseil d'administration de GAVI comprend, outre sa présidente Okonjo-Iweala, l'un des plus grands fabricants de vaccins au monde, GSK, ainsi que la Fondation Gates, la Banque mondiale, l'OMS et l'UNICEF. Sous la présidence d'Okonjo-Iweala, la GAVI a été impliquée dans la propagation scandaleuse de la polio en Afrique, une conséquence de sa stratégie de vaccination contre la polio. En Inde également, GAVI et la Fondation Gates ont été poursuivies devant les tribunaux indiens pour « *négligence criminelle dans l'essai des vaccins sur une population vulnérable, non éduquée et sous-informée – les administrateurs des écoles, les étudiants et leurs parents – qui n'ont pas reçu le consentement éclairé ou n'ont pas été informés des effets indésirables potentiels ou n'ont pas été obligés d'être surveillés après la vaccination* ». Un certain nombre de jeunes filles indiennes vaccinées sont mortes après avoir reçu des vaccins contre le HPV [*le papillomavirus, Ndt*] produit par GSK, un [des membres](#) du conseil d'administration de GAVI.

Plus récemment, sous le mandat d'Okonjo-Iweala, des cas de polio paralysante ont touché des enfants africains et indiens qui avaient été vaccinés par la GAVI et les programmes de vaccination orale contre la polio de la Fondation Gates. GAVI et Gates l'ont fait en dépit du fait qu'ils savaient que le vaccin avait été retiré du programme de vaccination du CDC américain, en 1992, parce qu'il causait la polio. Dans le cadre du programme de vaccination contre la polio de GAVI-Gates, des cas de polio ont été enregistrés dans plus d'une douzaine de pays africains, dont l'Angola, le Congo, le Nigeria et la Zambie, ainsi que le Nigeria d'Okonjo-Iweala. Mais ce qui est choquant, c'est que toutes les flambées sont [apparemment causées](#) par le vaccin oral contre la polio soutenu par Gates. GAVI et Gates se livrent à une entreprise colossalement corrompue, voire criminelle, dans laquelle la Fondation Gates, exonérée d'impôts, investit dans des sociétés de vaccins comme GSK et d'autres qui vendent ensuite leurs vaccins à d'immenses nouveaux marchés comme l'Afrique et l'Inde. Quand le cours des actions de GSK augmente en raison de la hausse des ventes de vaccins, la valeur nette de la Fondation Gates augmente également. Un modèle de « *charité* » à but lucratif.

En bref, le rôle d'Okonjo-Iweala à la tête d'une GAVI corrompue ainsi que de la Banque mondiale et du ministère nigérian des finances font d'elle une parfaite candidate pour diriger l'organisation globaliste du commerce mondial. Un examen plus approfondi de ses liens brosse le tableau.

Révéler des liens avec la Commission

Tout en assumant la présidence de GAVI, M. Okonjo-Iweala est également devenue « *conseiller principal* » à la Lazard Ltd, une banque d'investissement américaine qui prétend être la plus grande banque d'investissement indépendante au monde, avec des bureaux à New York, Paris et Londres. Le conseil d'administration actuel de Lazard comprend entre autres Richard Haass, directeur du *New York Council on Foreign Relations*. Le président de Lazard, Kenneth Jacobs, siège au comité directeur du groupe Bilderberg. Puis en 2018, tout en continuant à conseiller Lazard et à diriger la GAVI de Gates, elle a rejoint le conseil

d'administration de *Twitter*, tristement célèbre de nos jours pour sa [censure politique massive](#).

Elle a également pris position, en 2018, au conseil d'administration de la grande banque internationale *Standard Chartered*, dont le principal actionnaire est le fonds souverain du gouvernement de Singapour, et dont les [opérations bancaires](#) visent l'Asie, l'Afrique et le Moyen-Orient. En 2012, le département des services financiers de New York a accusé *Standard Chartered* de dissimuler 250 milliards de dollars (!) dans des transactions impliquant l'Iran, la qualifiant d'« *institution voyou* ». La banque a été impliquée dans le blanchiment d'argent en violation des sanctions américaines – des violations impliquant également le Myanmar, la Libye et le Soudan, ainsi que Hong Kong, où elle a des activités importantes avec la Chine. La candidate nigériane à l'OMC est donc [très bien connectée](#) au monde des puissances financières mondiales.

Cette ancienne ministre des finances nigériane et fonctionnaire de la Banque mondiale est également très au fait de l'Agenda 2030 des Nations unies, dystopique et mondialiste, soutenu par le *World Economic Fund* de Davos et Gates. Elle est coprésidente de la *Global Commission on the Economy and Climate*, qui appelle à une « *action climatique audacieuse* », aux côtés du directeur du FMI et de l'ancien directeur du géant de l'agroalimentaire, *Unilever*, entre autres. Elle a également fait partie du Groupe de haut niveau du Secrétaire général des Nations unies sur le programme de développement post-2015, le fameux programme de « *développement durable* ». Elle est [également inscrite](#) sur la liste des « *contributeurs à l'agenda* » du *Forum économique mondial* de Davos.

L'agenda de l'OMC

Si elle est élue, ce qui semble une affaire conclue, elle dirigera l'une des institutions mondialistes centrales. L'OMC a été créée en 1995 pour faire avancer le programme de Davos sur la mondialisation, sans doute l'un des programmes les plus destructeurs de l'histoire sur le plan économique. Les règles de l'OMC sur le commerce des produits agricoles ont été élaborées par les sociétés du cartel de l'agroalimentaire dirigé par *Cargill* pour forcer l'ouverture des marchés agricoles des pays en développement aux produits de l'agroalimentaire des sociétés du cartel alimentaire mondial. Plutôt que d'éliminer les subventions alimentaires dans les pays producteurs d'Amérique du Nord et de l'UE, des subventions de plus de 40 % sur des produits clés ont permis à des sociétés agro-industrielles géantes comme *Unilever* d'inonder les marchés locaux en Afrique et en Asie, ce qui a entraîné la faillite de petits producteurs locaux, les obligeant à fuir vers les centres urbains et fournir de la main-d'œuvre bon marché. Comme l'a dit un analyste, les réformes exigées par l'OMC ont détruit les prix garantis et les services de vulgarisation parrainés par l'État, et les gouvernements du Sud ont dû démanteler les programmes de sécurité alimentaire et d'aide rurale en faveur de programmes qui respecteraient les mandats de l'OMC.

Grâce à ses liens avec Bill Gates, la Banque mondiale, le Forum économique mondial, la finance internationale et même *Twitter*, Ngozi Okonjo-Iweala est bien placée pour superviser l'imposition prévue de l'agenda totalitaire du *Great Reset Gates-World Economic Forum*. Le fait qu'elle doive son élection à l'OMC au soutien des gouvernements africains et d'autres pays en développement est un commentaire amer sur les manipulations cyniques des *puissances du moment* dans le monde d'aujourd'hui.

F. William Engdahl

Article original en anglais:



[Will the Next Head of the WTO Impose a Gates-Davos “Great Reset” Agenda?](#), le 23 octobre 2020.

Traduit par Wayan, relu par jj pour le Saker Francophone

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [F. William Engdahl](#), Mondialisation.ca, 2020

Articles Par : [F. William Engdahl](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca